

27/09/21

Conférence annuelle du parti du travailliste Brighton le 27/09/21



Les délégués à la conférence annuelle du parti travailliste à Brighton ont adopté aujourd'hui par un vote à main levée une motion sur Israël et la Palestine présentée par les jeunes travaillistes qui condamne « les actions illégales continues d'Israël ».

Partager



Le texte de la motion

« La Conférence condamne la Nakba en cours en Palestine, la violence militarisée d'Israël qui attaque la mosquée Al Aqsa, les déplacements forcés de Sheikh Jarrah et l'assaut meurtrier sur Gaza.

Avec l'annexion de facto de la terre palestinienne par la construction accélérée de colonies et les déclarations d'intention d'Israël de procéder à l'annexion, il est de plus en plus clair qu'Israël a l'intention d'éliminer toute perspective d'autodétermination palestinienne.

La Conférence prend note de la motion du Congrès 2020 du TUC décrivant la construction de colonies et l'annexion comme " un autre pas significatif " vers le crime d'apartheid des Nations Unies, et appelant le mouvement syndical européen et international à rejoindre la campagne internationale pour arrêter l'annexion et mettre fin à l'apartheid.

La Conférence prend également note des rapports 2021 de B'Tselem et Human Rights Watch qui concluent sans équivoque qu'Israël pratique le crime d'apartheid tel que défini par l'ONU.

La Conférence salue la décision de la Cour pénale internationale d'ouvrir une enquête sur les abus commis dans les Territoires palestiniens occupés depuis 2014.

La Conférence décide qu'il est nécessaire d'agir maintenant en raison des actions illégales continues d'Israël et que les travaillistes devraient adhérer à une politique éthique sur tout le commerce du Royaume-Uni avec Israël, y compris l'arrêt de tout commerce d'armes utilisé pour violer les droits humains des Palestiniens et du commerce avec les colonies israéliennes illégales.

La Conférence décide de soutenir des "mesures efficaces", y compris des sanctions, comme le demande la société civile palestinienne, contre les actions du gouvernement israélien qui sont illégales en vertu du droit international ; en particulier pour s'assurer qu'Israël arrête la construction de colonies, revienne sur toute annexion, mette fin à l'occupation de la Cisjordanie, au blocus de Gaza, démolisse le mur et respecte le droit du peuple palestinien, tel qu'il est inscrit dans le droit international, de retourner dans ses foyers.

La Conférence décide que le Parti travailliste doit se tenir du bon côté de l'histoire et se conformer à ces résolutions dans sa politique, ses communications et sa stratégie politique. »

Source : <https://labourlist.org/2021/09/labour-conference-passes-young-labour-israel-and-palestine-motion/>

Commentant la motion, Jawad Khan de Young Labour a déclaré qu'elle « nous rapprocherait de la fin du siècle honteux de la complicité britannique et du déni du droit à l'autodétermination, à la libération et au retour ».

S'adressant également au rassemblement annuel du parti avant le vote de cet après-midi, le président travailliste des Amis d'Israël, Steve McCabe, a fait valoir que la motion était « trop criarde, trop en colère, trop unilatérale et pas du tout axée sur la recherche de la paix ».

Il a déclaré aux délégués de la conférence qu'il était « complètement hostile au peuple d'Israël », ajoutant : « Si le parti travailliste avait adopté cette approche en Irlande du Nord, nous ne serions jamais parvenus à l'accord du Vendredi saint ».

Commentant après le vote, McCabe a déclaré : « Cette motion est totalement inacceptable, grossièrement inexacte et moralement répugnante. Il ne représente pas la politique de longue date des travaillistes en faveur d'une solution à deux États, soutient le mouvement toxique BDS, qui distingue le seul État juif du monde et propage le calomnie de l'apartheid.

« Cela sapera le processus de reconstruction des relations du Labour avec les Juifs britanniques et avec les progressistes israéliens qui se battent pour la paix, la coexistence et la réconciliation. Ce vote montre qu'il y en a encore trop d'opinions dans le parti qui restent malsaines, obsédées par Israël. Nous devons continuer à travailler pour restaurer la fière tradition de soutien de notre parti à l'autodétermination juive et à l'État d'Israël. »

La motion a été adoptée sans qu'il soit nécessaire de voter par carte aujourd'hui. Cela survient après que les délégués ont adopté dimanche soir des modifications aux règles sur les recommandations légalement mandatées de la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme.

L'EHRG a publié l'année dernière un rapport sur l'antisémitisme au sein du parti, jugeant les travaillistes responsables d'« actes illégaux ». Les changements de règles adoptés cette semaine comprennent des dispositions pour l'établissement d'un processus de plainte indépendant.